

Dans une démocratie, l'individu doit passer avant le collectif !



Par Alain Tortosa

*La liberté individuelle d'abord !*

*La « sécurité », l'autoroute vers la dictature !*

*« En même temps... » ou les limites de la démagogie...*

Nous sommes nombreux à vouloir croire au « *en même temps* », forme d'idéal sociétal dans lequel il serait possible de concilier sur un pied d'égalité toute chose et son contraire... or cela relève de la manipulation, de l'utopie ou de la démagogie.

L'utopie du « *en même temps* »

Prenons l'exemple du système judiciaire... Nous sommes a priori tous d'accord pour dire qu'il est important que les coupables n'échappent pas à la justice, mais en même temps qu'aucun innocent ne soit condamné. Dans un monde parfait, une humanité parfaite, cela serait sans doute possible, mais pas dans la réalité.

Quoique vous fassiez un des deux objectifs prendra le dessus sur l'autre :

- Soit vous aurez un système qui, à la marge, laissera des coupables en liberté.
- Soit vous aurez un système qui, à la marge, mettra des innocents en prison.

Pourquoi ? Parce que la perfection n'existe pas, que la justice est humaine et l'erreur aussi...

La société exige de plus en plus que les coupables n'échappent pas à la justice tandis qu'elle fait semblant de croire que des innocents n'iront pas

en prison.

Pourquoi ?

Pour la simple raison que chaque individu refuse le hasard ou le destin, qu'il ne veut pas être victime d'autrui, tout en pensant que, statistiquement, il est quasi impossible qu'il se retrouve en prison comme innocent.

C'est le même principe que la survie statistique d'un banc de sardines où les sardines « acceptent » (*pour peu qu'elles fussent en capacité de penser*) d'en sacrifier quelques-unes pour la survie du groupe.

C'est aussi le même raisonnement qui pousse les plus paniqués (*et donc manipulés*) à exiger la « vaccination » obligatoire pour tous dans le cadre du Covid. Cette « vaccination » n'ayant strictement rien d'altruiste comme certains cherchent à nous en convaincre. L'objectif ici encore est d'échapper à la menace, au « méchant » Covid « injuste », et d'accepter que certains vaccinés aient des séquelles graves ou y perdent la vie, y compris des enfants.

Ce principe accepté et revendiqué par les médias m'est totalement inacceptable !

En ce qui concerne le Covid, des morts de personnes âgées ou avec de fortes comorbidités, c'est regrettable et triste. Cela devient en partie inadmissible si on leur a refusé les traitements comme depuis plus d'un an ou qu'on les a « terminés » avec du Rivotril au lieu de les soigner.

En revanche, la mort de ne serait-ce qu'un seul enfant suite à une injection d'un vaccin...

... Décès induit non pas par une maladie frappant au hasard, mais par l'action ciblée de l'homme m'est totalement viscéralement inacceptable !

Et il en est de même d'un enfant emporté par une maladie versus un enfant tué par un vaccin ! Concernant la justice, mon raisonnement demeure le même... Autant il est déplorable, injuste, dégueulasse, immonde qu'un pédophile échappe à la justice et poursuive ses méfaits, autant il est totalement inacceptable qu'un innocent soit condamné à 30 ans de prison pour ces crimes odieux qu'il n'aurait pas commis.

Est-ce à dire que je préconiserais de laisser les coupables et les pédophiles en liberté ? Si tel est votre pensée me concernant, passez votre chemin et ne polluez pas mon texte... Comme disait une certaine publicité que seules les personnes de mon âge peuvent connaître :

« Nous n'avons pas les mêmes valeurs. »

Il est évident que la justice des hommes doit tout mettre en œuvre (*non pas*

*pour condamner ou pour punir*) pour protéger les innocents de personnes qui peuvent nuire à autrui. Le maximum doit évidemment être fait ! En revanche, la PREMIÈRE préoccupation doit être de tout faire pour ne pas condamner un innocent.

Dans ce cadre l'habeas corpus doit être la ligne et il ne saurait exister la moindre condamnation basée sur une « *intime conviction* » de jurés, quitte à – je le redis – laisser en liberté le pire des monstres que la Terre n'ait connu.

Et ne me faites pas le coup du « *et si ce monstre avait tué ton enfant* », les mêmes qui m'ont inondé pendant des mois sur les réseaux sociaux de « *et si c'était ton enfant qui mourrait faute de places en réanimation ?* ». Ma réponse serait toujours la même ; « *J'espère que mon enfer ne me rendrait pas aussi con que vous* ».

## La « *sécurité* » a tué la liberté.

Or notre monde a troqué et troque de plus en plus la liberté contre la « *sécurité* ». La société n'a plus aucun scrupule à s'approprier la novlangue de Georges Orwell et d'affirmer que « *la liberté c'est l'interdit* ».

J'ai l'impression que le peuple est à ce point manipulé qu'il n'en est plus à penser ou dire que l'on peut être à la fois « *libre et en sécurité* ». (*De même que pour l'exemple précédent de la justice ou de la vaccination, cela relève de l'utopie.*)

Il est évident que plus nous allons vers la « *sécurité* », plus nous cherchons à contrôler, y compris l'incontrôlable, et plus c'est aux dépens de la liberté individuelle, de la démocratie et des droits de l'homme.

Mais notre société semble avoir franchi ce cap !

La liberté n'est même plus une donnée fondamentale. La valeur de la société est ainsi devenue la « *sécurité* ».

Vous comprendrez bien qu'il m'est impossible d'adhérer à ce système qui grignote nos libertés individuelles depuis des dizaines d'années, mais qui est passé à la vitesse supérieure avec le Covid.

Au nom de la « *sécurité* », la dictature sanitaire n'a pas hésité à supprimer le parlement, à transformer les médias nationaux en service de presse du gouvernement, à censurer toutes les oppositions, à assigner à résidence l'ensemble de la population innocente et en bonne santé, à masquer de force toutes les personnes en bonne santé y compris des enfants, à créer un passeport sanitaire, et maintenant à vouloir vacciner de force toutes les personnes en bonne santé y compris celles et ceux qui ne sont pas concernés par cette maladie !

... Maladie dont les traitements demeurent interdits !

Tout ceci au nom de cette fameuse « *sécurité* », nous construisons des États

de plus en plus totalitaires tels que décrits dans les romans les plus noirs de la fiction !

Comme je l'ai déjà écrit, on n'hésite plus à faire de l'interdit et de la « *sécurité* » un synonyme du mot « *liberté* ».

Je m'y oppose viscéralement !

**Il ne saurait exister de modèle démocratique dans lequel la liberté individuelle ne serait pas la valeur primaire et fondamentale, tandis que l'interdit serait l'exception !**

Rien ne saurait avoir plus d'importance que la liberté individuelle et les droits de l'homme dans une démocratie !

Est-ce à dire que je prônerais l'anarchie, le « chacun pour soi » et la loi de la jungle ? Bien sûr que non !

Il va de soi que la sécurité demeure aussi un droit et que nul individu n'a le droit moral de tuer son voisin pour lui voler sa voiture (*encore que cela peut se discuter si c'est pour récupérer la voiture d'un dictateur sanguinaire*).

La sécurité de chacun doit être une préoccupation de tous les instants, mais elle doit être systématiquement mise en corrélation avec le risque de perte de liberté individuelle.

Il en est de même d'autres domaines où il est plus facile d'interdire l'accès à 100 % des personnes sous prétexte qu'il y a eu une noyade que d'investir dans un pourquoi, qui, comment...

## La gestion des libertés individuelles.

Je verrais 3 niveaux de gestion des libertés.

### **1. Cette liberté est-elle de nature à nuire à quiconque ?**

Il est indispensable de généraliser dans les faits le : « *Tout ce qui ne nuit pas est autorisé !* »

Par exemple, doit-on rendre le casque obligatoire en moto pour un adulte ou une obligation de ceinture de sécurité ?

La réponse est bien entendu, « *Non* » !

Charge à la société de former les individus à l'importance de mettre un casque ou de mettre une ceinture et aux sociétés d'assurance de mettre en place des polices tenant compte du risque réel et non imaginaire. D'autre part, je rappellerais à tout un chacun que nous vivons dans un monde

ultralibéral où l'accident et le soin sont des marchés et qu'ils sont bons pour la croissance. De plus nous manquons cruellement de donneurs d'organes et si les accidents domestiques ou de la route disparaissaient, ce serait une catastrophe pour des milliers de personnes en attente de greffe. Ceci pour dire que rien n'est noir ou blanc !

## 2. Cette liberté peut nuire à autrui, mais existe-t-il des aménagements possibles ?

S'il est possible de faire cohabiter des libertés contradictoires alors l'aménagement est la règle (*et certainement pas l'interdit comme actuellement*) !

Prenons l'exemple de la cigarette...

Je ne fume pas, je déteste son odeur et pour autant je déteste l'interdiction de fumer dans les restaurants. Et je déteste tout autant l'autorisation de fumer en terrasse qui les rend irrespirables. Et par pitié, ne me faites pas le coup des cancers, car ils sont aussi un marché capitaliste. Ici encore, à la société de convaincre sans interdire, quitte à faire des visites organisées pour les lycéens dans des unités de soin contre le cancer... Là encore, les polices d'assurance pourront s'adapter en fonction du risque réel.

Ici, la solution pour les libertés est extrêmement simple, il suffit d'autoriser les restaurants fumeurs et les restaurants non-fumeurs. Le marché se chargera naturellement de réguler... Un restaurateur qui est pour ou contre acceptera ou refusera. Un restaurant qui pense qu'il y a un marché pour les non-fumeurs transformera son restaurant en non-fumeur et inversement.

C'est ce que l'on appelle la liberté.

Dans le cadre du Covid, on pourrait étendre le concept aux concerts, théâtres, cinémas, restaurants, etc., certains n'accueillant que des vaccinés avec des masques et les autres usant de leur liberté...

Notons que les adaptations peuvent aussi être sous la forme de certains créneaux horaires ou certains trains ou avions...

La seule limite à cette liberté sera issue du cadre de nos valeurs humaines communes. Par exemple il ne saurait être acceptable d'avoir des restaurants ou des lieux interdits aux blancs ou interdits aux noirs, des restaurants ou des lieux réservés à telle ou telle communauté religieuse et interdits à une autre, etc.

## 3. Les libertés totalement inconciliables.

Dans l'hypothèse où il est totalement impossible de mettre en œuvre des solutions permettant le « *et en même temps* », il n'y a d'alternative que la « *dictature démocratique* ».

La majorité doit pouvoir se prononcer via le parlement ou via le référendum selon l'importance du sujet. Mais j'insiste, uniquement dans les cas où aucune solution de cohabitation n'est possible. Dans ces cas, et uniquement ces cas, la liberté sera limitée par la majorité. Liberté limitée dans le temps et qui devra être modifiée en fonction de l'évolution du désir de la majorité. Pas toujours facile de trouver des exemples... Tiens, prenons l'exemple de l'alcool au volant qui, pour le coup, fait des ravages. Il est très facile de l'interdire totalement... mais moins de le faire appliquer.

Une loi qui interdit, mais qui n'a pas les moyens de se faire appliquer ne présente aucun sens hormis démagogique. D'autre part, boire un seul verre de vin au restaurant, puis reprendre la voiture ne semble pas délirant hormis pour les adorateurs de l'interdit et de la « sécurité » à tout prix. (*Nous pourrions aussi interdire les repas trop gras ou trop caloriques qui risquent d'entraîner de la somnolence ou interdire de reprendre la route moins de 4 heures après la fin du repas, etc.*)

Nous voyons ici qu'il est impossible de concilier toutes les options, hormis de multiplier par 5 le réseau routier. Un pour 0g/l, un pour 0,2g/l, un pour 0,4g/l, un pour 0,8g/l, etc. D'autre part dans ce cas de figure, une personne bourrée peut tuer des innocents et c'est inacceptable. Mais le réflexe, si facile, de l'interdit pur est simple ne doit pas être la solution.

Alors que faire ?

Une commission réunissant des experts, des médecins, des associations, des usagers, des restaurateurs, des assureurs et la grande autorité de défense des libertés (à créer), etc. devrait statuer et conclure qu'une consommation d'alcool jusqu'à x g/l représenterait un risque acceptable comme il est acceptable que des personnes sans casque chutent dans un escalier et décèdent. Un référendum serait alors organisé dans lequel les Français seraient amenés à se prononcer sur la dose maximale et, par exemple, de conclure que le taux serait fixé à 0,5g par litre pour les 5 prochaines années ou une nouvelle votation serait organisée.

De fait, aucune loi, aucun règlement ne saurait exister sans faire des libertés individuelles la préoccupation principale.

## Interdire sans nuance est à la fois facile et populaire !

Nous voyons bien que la liberté, c'est complexe. Cela doit être une obsession, mais il est plus facile d'interdire !

Nous devons nettoyer et réécrire en conséquence l'ensemble de nos lois.

Ici encore, reprenons l'exemple de la vaccination de l'ensemble de la population contre le Covid. Imaginons qu'il existe un vrai vaccin contre le Covid, ce qui n'est pas... Dans ces conditions, il serait plus facile de faire de la mauvaise médecine, de vacciner 100 % de la population, que d'identifier

les personnes à risque, leur fournir un traitement adéquat, mettre l'argent, ou les vacciner uniquement elles.

Le principe de la vaccination générale revient à investir sur une thérapeutique ciblée sur les personnes qui n'en ont pas besoin pour protéger la minorité qui en aurait besoin et pour laquelle la thérapeutique proposée est inefficace. Bref le contraire d'un traitement ciblé et adapté à chaque individu, bien le contraire de la bonne médecine !

## Que conclure ?

En résumé nous voyons bien que deux modèles de sociétés s'affrontent.

- Le modèle sécuritaire basé officiellement sur le « *collectif* » et qui conduit inexorablement à une société de non droits individuels et une dictature plus ou moins light.
- Le modèle basé sur les libertés individuelles qui fait réellement de l'interdit l'exception dès lors qu'aucune alternative ou solution n'est possible.

Le tout étant bien sûr au sein d'un cadre inspiré par la Déclaration universelle des droits de l'homme, d'égalité des individus et du respect de valeurs fondamentales.

Dans mon « *idéal* » démocratique...

Je place l'individu au centre et le collectif doit être à son service, le moins contraignant et le moins intrusif possible...

Le modèle démocratique n'est plus, dès lors, le mythe de tout un peuple désireux d'aller vers une même voie, vers un même destin, mais un peuple dont l'idéal est l'appartenance à un cadre avec ses valeurs fondamentales.

La « *dictature démocratique* » étant systématiquement soumise à vote ou à referendum, mais uniquement mise en œuvre lorsque des libertés individuelles s'opposent et sont inconciliables.

Merci

Alain Tortosa.

6 juillet 2021

Auteur de « *7 milliards d'esclaves et demain ?* »

<https://7milliards.fr/tortosa20210706-en-meme-temps-et-autres-utopies.pdf>